

# L'exemple danois inspire les politiques

**RESTRICTIONS** Jadis ouvert à l'immigration, le royaume, dirigé par la gauche, est devenu l'un des États les plus fermés d'Europe

Au Danemark, année après année, l'immigration est devenue une obsession. La loi sur les étrangers a été modifiée et durcie 135 fois depuis 2002. Jadis pays le plus ouvert d'Europe, le petit royaume (5,8 millions d'habitants) est devenu le plus fermé. Le seul sur le continent ayant décrété la Syrie assez sûre pour y renvoyer les demandeurs d'asile refoulés. Le pays s'attire les foudres du Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, du Conseil de l'Europe ou d'Amnesty International, mais rien n'y fait : les étrangers n'y sont plus les bienvenus.

Est-ce dû à l'arrivée au pouvoir de formations d'extrême droite ? Non. Au Danemark, ces partis demeurent très minoritaires. Emblème de l'État providence, le pays est dirigé par des coalitions de centre droit et sociales-démocrates. La Première ministre, Mette Frederiksen, dont le bloc de gauche a largement remporté les élections législatives en novembre, « a réalisé la révolution que ses homologues notamment français n'ont jamais réussie, en prenant en considération les questions d'immigration », estime Rune Stubager, professeur de sciences politiques à l'université d'Aarhus. « Les sociaux-démocrates se le sont longtemps interdit, rappelle-t-il, car toute mesure pouvait être jugée comme raciste, mais la Première ministre a décidé de faire bouger les lignes,



La Première ministre, Mette Frederiksen, le 14 décembre à Copenhague. MADSCLAUS RASMUSSEN/RITZAU SCANPIX VIA AFP

*constatant que cette demande était grandissante au sein de la société. Ne rien faire, c'était offrir un boulevard à l'extrême droite. »*

## Toute peine de prison empêche l'accès à la nationalité

Des mesures sévères ont donc été adoptées, dont certaines ont grandement choqué en dehors du royaume. Comme les démenagements forcés, sur la base de critères ethniques – interdits en France –, de familles d'origine étrangère en situation régulière afin de renforcer la présence de Danois « de souche » dans certains quartiers difficiles,

où toute infraction est par ailleurs punie deux fois plus sévèrement que dans le reste du pays. Ce qui, là encore, serait illégal chez nous.

# 135

Le nombre de fois où la loi sur les étrangers a été modifiée et durcie depuis 2002

Il est par ailleurs désormais quasi impossible de demander le regroupement familial ou l'asile politique, à de très rares exceptions près, comme pour les femmes afghanes. Encore faut-il qu'elles arrivent jusqu'à Copenhague... Obligés de subvenir à leurs besoins dans l'attente d'être régularisés, les candidats à l'immigration voient leurs biens confisqués. La maîtrise de la langue et celle de l'histoire de la société danoise sont obligatoires. Toute peine de prison, même avec sursis, empêche définitivement l'accès à la nationalité.

Les réfugiés sont aussi susceptibles d'être expulsés à tout

moment. En 2021, une loi sur l'« externalisation du traitement des visas » a été votée. Tout demandeur d'asile, une fois sa demande enregistrée, sera envoyé dans un centre dit d'accueil, en Égypte, Érythrée, Éthiopie ou au Rwanda. Sachant que la personne qui décroche le droit d'asile ne sera pas forcément autorisée à revenir au Danemark... Finalement, ce projet n'a pas été appliqué. « Mais il est toujours en discussion, révèle le député Mads Fuglede, du Venstre, parti libéral de centre droit. Oui, vous comme moi, on préfère vivre ailleurs qu'en Afghanistan ou en Irak. Je peux comprendre. Mais la liste est longue des pays moins sûrs que le Danemark ! Si on commence à raisonner ainsi, on ne renvoie plus personne ! » Maire adjoint de Copenhague chargé de l'intégration, Jens-Kristian Lütken défend lui aussi ces mesures afin d'éviter, explique-t-il, « qu'arrive ici ce qu'on voit chez vous à Paris ou Marseille ».

Özlem Cekic fait partie des rares personnalités politiques danoises à contester les lois adoptées ces dernières années. Elle-même d'origine kurde, ancienne députée, elle a créé l'association Dialogkaffe, qui appelle à surmonter les différences et à entamer le dialogue entre les diverses populations vivant dans le royaume. « L'intention de la loi, je peux la comprendre, affirme-t-elle. Mais sa réalité est très injuste. On nous parle d'endroits où la police ne peut pas intervenir : ils n'existent pas au Danemark. Et pendant ce temps, vous ne vous préoccupez pas de l'économie ou du changement climatique, sujets autrement plus urgents pour notre pays. » ●